

« La crise, une opportunité pour le syndicalisme »

Par John Monks

(Le Monde, 26 mai 2009)

A l'occasion d'une conférence de la Confédération européenne des syndicats (CES) - 82 organisations membres de 36 pays - qui se tiendra à Paris mercredi 27 et jeudi 28 mai, son secrétaire général, John Monks, juge que la Commission européenne a *"encouragé la flexibilité au détriment de la sécurité"* pour les salariés.

Les salariés semblent douter de l'efficacité de l'Europe à les protéger contre la crise. Le syndicalisme a-t-il échoué à construire une Europe sociale ?

Nous avons encore un long chemin à faire, l'Europe sociale reste un objectif à construire, à unifier. Il y a certes eu des avancées dans certains domaines comme la santé et la sécurité, l'égalité entre hommes et femmes, la protection des minorités, contre le racisme. Nous avons aussi travaillé sur les droits de consultation et d'information du personnel, les comités d'entreprise européens. Au total, nous avons contribué à l'édification de 65 nouvelles règles ou lois européennes.

Quel bilan faites-vous de la présidence de José Manuel Barroso à la Commission européenne ?

La Commission européenne n'est pas crédible pour réguler le marché. Elle a encouragé la flexibilité et la mobilité des travailleurs au détriment de la sécurité, de la qualité de l'emploi, ce qui a développé considérablement la précarité. Aujourd'hui, en fin de mandat, la Commission montre un regain d'intérêt pour l'Europe sociale, mais il est un peu tard. La crise est très importante et la CES demande une action ambitieuse de la Commission pour faire face à son ampleur. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que des réponses beaucoup trop timides, insuffisantes.

Quand à M. Barroso, je ne juge pas l'individu. Mais il a fait preuve d'un manque de discernement au début de son mandat : il a eu tort de dire qu'il avait trois enfants, un qui était malade, l'économie, et deux bien portants, le social et l'environnement. Il s'est concentré sur l'économie, c'était une erreur.

La CES elle-même a défendu le concept venu des pays scandinaves de "flexsécurité"...

Oui, et cela reste une bonne idée. Le système danois est impressionnant : quand un travailleur perd son emploi, il reçoit une aide importante pour en retrouver un. Perdre son travail au Danemark n'est pas une tragédie, parce que vous gardez votre train de vie.

Mais, au Danemark, la flexsécurité n'empêche pas le taux de chômage de remonter fortement...

C'est un nouveau test. La crise va montrer si, oui ou non, l'Etat peut se permettre de continuer à payer pour la flexsécurité. Quand le chômage était bas, le système coûtait 4 % du PIB. Le défi est d'assurer la cohésion et la solidarité.

L'Europe n'a-t-elle pas d'abord construit plus de flexibilité, avec la montée des contrats courts, l'intérim, comme en France ?

La flexsécurité a des réalités différentes selon les pays. Souvent, la flexibilité signifie des licenciements, de la précarité, comme en Irlande, en Grande-Bretagne, dans les pays de l'Est - Pologne, Hongrie... qui suivent en majorité le modèle anglo-saxon. L'élargissement aux dix nouveaux pays, avec des protections sociales plus faibles, a rendu les écarts plus importants et éloigné peut-être l'idée que nous puissions trouver des normes communes. Cette question reste une exigence centrale des syndicats européens : la cohésion et la solidarité, et la réduction des inégalités. C'est pourquoi nous appelons à un nouveau *deal* social.

La crise doit être une opportunité pour renforcer le syndicalisme. C'est ce que je dirai lors de la conférence syndicale à Paris. Franklin Roosevelt, en 1933, a dit : *"Ne gâchez jamais une bonne crise."* Nous sommes mobilisés pour que les salariés reçoivent autant de soutien qu'ont eu les banques.

Les syndicats européens n'ont-ils pas des désaccords sur les stratégies, les revendications ?

Il y a un bon esprit syndical. Mais les traditions sont parfois différentes. La question principale reste la crise économique, le "capitalisme casino". Des désaccords existent quand ont lieu des délocalisations. Les syndicats des pays qui délocalisent ne le voient pas de la même manière que ceux qui accueillent les entreprises et les emplois. Mais le syndicalisme européen reste le seul espace qui permette aux travailleurs de parler d'une seule voix.

Ne craignez-vous pas la montée du nationalisme chez les travailleurs ?

C'est une réalité. Les gens cherchent une protection, surtout dans le cadre d'une crise qui vient des Etats-Unis. Ils cherchent de l'aide auprès des Etats, de leurs gouvernements. Mais nous ne refaisons pas l'erreur des années 1930. Nous savons comment une crise économique peut se traduire par un désastre politique. Les salariés ont besoin d'un projet, d'une vision pour répondre au nationalisme. L'Europe doit combattre toute option protectionniste : tel est le défi du futur Parlement européen et de M. Barroso ou du prochain président de la Commission européenne.

Propos recueillis par Rémi Barroux